

## Sortir la France de l'Union Européenne du grand capital !

**Appel commun de l'Union des Révolutionnaires-Communistes de France, du Pôle de Renaissance Communiste en France, et du Rassemblement des Cercles communistes**

Lors du **référendum de mai 2005 sur la Constitution européenne**, **55% des citoyens ont voté non**. Lors des élections européennes, 60% des électeurs se sont abstenus, rendant les eurodéputés non représentatifs. Il est clair que les peuples, et notamment le nôtre, REJETTENT de plus en plus la "construction européenne" sur la base de leur expérience.

En effet, **l'UE est de A à Z, une construction antisociale, impérialiste, réactionnaire, et fascisante :**

### - antisociale :

Aucune mesure de l'UE n'a été favorable au monde du travail : retraites, Sécu, indemnités chômage, services publics, droit du travail, tout est ciblé par le grand capital au niveau européen avec le relais de Bruxelles ; rien d'étonnant à cela puisque « ***l'UE est une économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée*** ». Ainsi le capitalisme, sous la forme d'un libre échange débridé pour le seul profit des trusts, interdit le "social" : avec l'UE, la classe laborieuse est condamnée à une posture défensive, à voir rogné ses conquêtes les unes après les autres, quoi qu'en disent les collabos de la Confédération Européenne des Syndicats.

### - impérialiste :

Dès son origine, l'UE a été un cartel d'Etats impérialistes européens sous la houlette des USA dans le cadre de l'OTAN, pour consolider le système capitaliste à l'Ouest et renverser le socialisme à l'Est. Aujourd'hui, et dans la même relation aux Etats-Unis, **l'UE et l'OTAN étendent leur mainmise impérialiste sur les pays de l'ex camp socialiste après la contre-révolution bourgeoise en Europe centrale et orientale, cela sans résoudre les contradictions inter-impérialistes** : au contraire l'UE renforce les contradictions entre les impérialismes, faisant courir le risque d'une nouvelle guerre mondiale, tandis qu'elle est tournée contre les peuples du Tiers Monde, dont les populations sont traitées comme des néo-colonies, dont les richesses naturelles sont pillées, et dont les ressortissants sont discriminés.

### - réactionnaire :

L'intégration européenne est une arme politique contre l'expression des souverainetés populaires, comme en témoigne le mépris du suffrage universel que constitue le refus des résultats des référendums en France, aux Pays-Bas et en Irlande. C'est le sens des attaques idéologiques permanentes contre l'héritage de la Révolution démocratique bourgeoise française, de la volonté de placer l'UE sous la référence au christianisme, de criminaliser le communisme pour effacer de la mémoire des peuples la Commune de Paris, la Grande Révolution socialiste d'Octobre, le Front populaire, la résistance armée antifasciste des FTP, la victoire de l'URSS contre le nazisme, **les acquis de 1945/47, obtenus grâce au rôle central du PCF pour faire appliquer le programme du Conseil National de la Résistance**. Il s'agit par là d'empêcher que les peuples s'approprient la seule alternative possible au capitalisme, le socialisme. Et si, malgré tout, c'était le cas, l'OTAN se déchaînerait. Comment pourrait-il en être autrement, alors que l'UE est conçue par le capital financier et les monopoles pour la gestion exclusive, égoïste, apatride de leurs intérêts ? C'est ainsi que chaque oligarchie financière se partage des segments économiques, au mépris des intérêts populaires et nationaux. L'impérialisme français qui, avec l'impérialisme allemand, cogère l'Union européenne, sacrifie tout ce qui n'apporte pas la rentabilité attendue, donnant la priorité aux prétendus services et à l'exportation des capitaux, entraînant la casse industrielle. L'UE permet de légiférer en dehors de la pression des peuples dans ce sens exclusivement. C'est pourquoi, par exemple, 80% des lois votées au parlement français sont des transpositions des directives de Bruxelles dictées par les monopoles ; l'UE organise **les privatisations (poste, EDF...), ordonne la destruction du système de**

**retraite, interdit de combattre les délocalisations et les privatisations des grandes entreprises par la nationalisation pour maintenir et relancer l'emploi.** C'est aussi pour faire passer la pilule de cette politique régressive - dont toutes les données sur le ressenti de l'UE par les masses populaires montrent qu'elle est rejetée massivement - que **l'UMP, qui s'évertue à casser la souveraineté nationale par la soumission à l'UE, utilise aussi la xénophobie et le racisme d'Etat pour diviser les travailleurs. Pour cela, le scandaleux ministère de « l'identité nationale et de l'immigration » a pour rôle objectif de stigmatiser les Français d'origine non européenne en niant l'enrichissement que leur présence apporte à la nation.**

### **- fascisante :**

Des forces politiques poussent à l'utiliser comme une machine à réprimer les communistes et les syndicalistes. Alors que l'extrême-droite se développe de l'Italie (où les néo-mussoliniens sont au pouvoir) aux Pays baltes (où les ex-Waffen SS paradent), des textes européens prétendent criminaliser les PC et la lutte anticapitaliste ; le Pape, ancien des Jeunesses hitlériennes et admirateur de son prédécesseur fasciste Pie XII, prend une place majeure dans le dispositif idéologique de l'UE ; l'armée européenne est conçue comme une police contre les peuples d'Europe ; l'"Europe blanche" traque les travailleurs venus d'Afrique tout en laissant les milliardaires européens exporter sans limite leurs capitaux ; quant aux scrutins disant NON à l'UE, ils sont contournés et ignorés (France, Irlande, Pays-Bas...) ; le caractère policier des Etats se renforce et, au nom de l'UE, se met en place un appareil répressif sans aucun contrôle.

Quitte à pourrir la vie de 80% du peuple de France, les Sarko, Parisot et Cie veulent co-piloter l'Europe avec A. Merkel pour permettre au CAC 40 de gagner plus en exploitant plus. Fidèles gestionnaires du Capital monopoliste, les dirigeants du PS comme Strauss-Kahn et Lamy gèrent la mondialisation capitaliste (FMI, OMC) ; les autres - comme Jospin en son temps mettant en place les privatisations (France Télécom, Air France...) et l'euro - s'apprêtent à continuer la même politique que Sarkozy en s'abritant derrière Bruxelles. Les Verts, derrière Cohn-Bendit, sont prêts à leur prêter main forte, pour tous les mauvais coups en préparation. L'Europe « sociale » n'est qu'un mensonge, dont les états-majors syndicaux se font le relais, pour leurrer les travailleurs. On ne "démocratise" pas une construction réactionnaire de A à Z, on la combat.

L'extrême-droite ment quand elle se dit anti-européenne, alors que le FN a voté l'Acte unique européen en 86. En fait, pour récupérer les acquis sociaux, l'industrie, les services publics, la souveraineté, pour la défense de la culture, cela nécessite un combat politique conséquent pour SORTIR de l'UE, cet instrument au service de l'oligarchie financière.

Refusant le combat pour sortir de l'UE, les « euro-constructivistes » n'auront d'autre alternative que de plier devant les diktats de l'UE et à terme, comme le PS, de se mettre au service des intérêts des trusts en Europe abandonnant leur programme, comme le PS l'a fait en 81 puis en 1997...

La lutte pour la sortie de l'UE est indissociable de la lutte pour le socialisme, une société où le travailleur est au centre de la vie politique au lieu d'être traité comme un mouchoir jetable. C'est une condition sine qua non pour que la volonté populaire, la souveraineté, puisse être respectée !

**La rupture de notre pays avec cette prison des peuples susciterait la sympathie de millions de travailleurs sur tout le continent.** Cette construction impérialiste serait frappée au cœur, et l'initiative passerait du côté des peuples, pas seulement en France. Notre pays pourrait nouer de nouveaux accords internationaux progressistes, respectueux du progrès social, de l'équilibre écologique, de la culture et de la souveraineté des peuples. Loin d'être un repli nationaliste, ce serait un acte d'internationalisme prolétarien.

**Une vie meilleure est possible pour les travailleurs :**

**l'alternative anticapitaliste est indissociable du combat contre l'UE,**

**du combat pour le socialisme en France et en Europe !**

**Février 2010**